

JAPON : L'ARCHIPEL DANS LA ZONE DES TÉNÈBRES

PATRICE JORLAND *

Le scrutin électoral qui s'est déroulé en 2012 au Japon s'est traduit par une lourde défaite de la gauche, en partie due au mode de scrutin, et a révélé un bipartisme très instable. Le parti libéral-démocrate (PLD) allié au Kômeitô tient les rênes du pouvoir et a porté à la tête du gouvernement Abe Shinzô. Les nouvelles orientations sont inquiétantes et tendent à opérer un retour du Japon sur la scène mondiale aux côtés des États-Unis, de l'Australie et de l'Inde, en participant activement au « losange démocratique », garant de la liberté des mers et des capitaux dans cette vaste région du monde. Objectif : faire du Japon la « Grande-Bretagne de l'Orient ».

Parmi les proverbes japonais, il en est un souvent utilisé pour rappeler les incertitudes de la vie politique, proverbe qui se dit *issun saki yami da* et qui peut se traduire par « un pouce de plus et commencent les ténèbres ». L'Archipel vient d'entrer dans cette zone, comme par effraction, au terme d'élections anticipées et conduites dans une confusion extrême. Bien qu'aucun mandat clair n'ait été donné, et pour cause, la victoire éclatante qu'ont remportée le Parti libéral-démocrate et son allié du *Kômeitô* risque d'entraîner le pays dans une dérive dangereuse, pour ce dernier et pour l'ensemble de la région.

Un mode de scrutin inique

Au premier abord, un renversement comme il peut s'en produire en régime parlementaire : la majorité sortante s'effondre au profit de l'opposition, le PLD passant de 119 à 294 députés et son allié de 21 à 31, alors que le Parti démocrate, qui était aux affaires, ne retrouve que 57 des 308 sièges qu'il avait obtenus lors de la consultation précédente. La gauche est réduite à la portion congrue, puisque le Parti social-démocrate ne conserve que deux de ses huit élus, cependant que le Parti communiste se maintient en pourcentage, mais perd un siège sur les neuf qu'il détenait. Le reste va à des formations dites de « troisième force » que nous retrouverons plus loin.

* HISTORIEN-GÉOGRAPHE

L'explication technique se trouve d'abord dans le système électoral, qui a été réformé en 1994 avec l'abandon du vote uninominal de circonscription moyenne à un seul tour et sans transfert de voix, en faveur d'un système mixte mais déséquilibré. Aujourd'hui, les citoyens disposent de deux bulletins, l'un pour élire un candidat dans des circonscriptions à un seul siège, l'autre pour choisir une des listes présentées par les formations politiques dans onze blocs électoraux que l'on pourrait assimiler à des régions. Trois cents sièges sont pourvus selon le premier mode, à un seul tour et sans transfert de voix possible, et les 180 sièges restants le sont à la proportionnelle. On le sait, le scrutin de circonscription à un seul tour tend à amplifier le moindre glissement de l'opinion et peut aboutir, comme le montre l'exemple du Royaume-Uni, à ce qu'une formation remporte une élection tout en recueillant moins de suffrages que son principal concurrent. Cela ne s'est pas produit au Japon en décembre dernier, mais le PLD perd tout de même 1,6 million de voix dans le scrutin uninominal et 2,19 millions à la proportionnelle, où il ne recueille que 27,79 % des suffrages, auxquels s'ajoutent les 11,9 % obtenus par le Kōmeitō. Comme le reconnaissait le quotidien de droite *Yomiuri*, « le PLD n'est pas en position de pouvoir se vanter ».

Les pertes en voix et en sièges du Parti démocrate sont bien plus importantes, une part considérable de son électorat s'étant réfugiée dans l'abstention, qui atteint un niveau sans équivalent depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le taux de participation qui était de 67,51 % en 2005 et de 69,28 % en 2009, est en effet tombé à 59,32 % des inscrits. Le PLD n'a pas été complètement épargné par ce phénomène, mais il a pu, ainsi que son allié, préserver une partie de ses soutiens traditionnels. Dans le cas du Kōmeitō, il s'agit de la *Sōka Gakkai*, organisation culturelle et sociopolitique d'un courant du bouddhisme japonais, tandis que le Parti libéral-démocrate dispose d'un électorat rendu captif par des décennies d'un clientélisme structurant. Cela a été manifestement le cas dans les préfectures ou départements du « Japon de l'envers » (*ura Nihon*), plus rural, plus vieillissant encore que le reste du pays, plus directement dépendant des commandes et des travaux publics que ne peut l'être l'*omote Nihon* ou « Japon de l'endroit », autrement dit la mégalopole du Pacifique. Le PLD rafle ainsi tous les sièges de circonscription dans les départements tournés vers la mer dite du Japon – Aomori, Akita, Yamagata, Niigata, Toyama, Ishikawa, Fukui, Tottori, Yamaguchi –, ainsi que 12 des 13 sièges de l'île de Shikoku et tous ceux, à trois exceptions près, qui étaient à pourvoir dans le Kyūshū. Dernier élément électoral, l'apparition soudaine de formations instantanées, comme on parle de café instantané, ne pouvait que désorienter davantage les électeurs et conduire à un éparpillement

des voix, ce dont l'alliance PLD/Kômeitô a tiré profit. Les « votes perdus », c'est-à-dire ceux qui se sont portés sur des candidats battus, dépassent en effet les 37 millions, soit 56 % du total des suffrages exprimés. C'est aussi les yeux bandés, comme dans un jeu de colin-maillard, que le Japon est entré dans la zone des ténèbres.

Un bipartisme instable

En 2005, l'alliance conservatrice remporte un triomphe. Quatre ans plus tard, ce fut la déroute, effacée lors de la dernière consultation. Si le système électoral explique comment de tels renversements sont possibles, il reste à comprendre pourquoi ils se produisent, d'autant que cette instabilité des majorités se double de celle des gouvernements : Koizumi Junichirô excepté, son prédécesseur immédiat, Mori Yoshirô, et ses successeurs, Abe Shinzô, Fukuda Takeo, Asô Tarô, tous trois du PLD, ainsi que les démocrates Hatoyama Yukio, Kan Naoto et Noda Yoshihiko, ne sont restés à leurs fonctions guère plus d'une année, alors que les uns et les autres disposaient en principe de majorités parlementaires. Certes, le Japon a connu des crises politiques tout au long de son histoire contemporaine, sans que cela remette pourtant en cause l'hégémonie ininterrompue des forces conservatrices, avant comme après la Deuxième Guerre mondiale et à deux interludes près (du 24 mai 1947 au 15 octobre 1948, du 9 août 1993 au 30 juin 1994). Mieux, depuis la promulgation d'une Constitution démocratique le 3 mai 1947, et plus nettement après la réunification temporaire du Parti socialiste et l'unification des formations conservatrices au sein de PLD en 1955, l'Archipel a connu ce que l'on a appelé le « système de 1955 » ou « régime d'un parti et demi », qui se caractérisait par le monopole du pouvoir par le second et celui de l'opposition par le premier. Ces deux partis offraient les termes d'une alternative, au sens où le PSJ défendait résolument la Constitution, et notamment son article 9 par lequel l'Archipel renonce à la guerre comme mode de règlement des différends internationaux ainsi qu'à toute force armée, s'opposait pour cette raison au traité militaire avec les États-Unis, était partisan d'un neutralisme positif, bénéficiait du soutien de la principale confédération syndicale, le *Sôhyô*, et se réclamait d'une des deux principales écoles japonaises du marxisme. Toutefois, dans le contexte de l'époque, marqué par l'influence encore forte des notables conservateurs, par la guerre froide et la poursuite d'un modèle de développement dirigé, qui faisait ses preuves, le Parti socialiste ne pouvait envisager d'accéder un jour aux affaires, quand bien même il parvenait à freiner les dérives de la droite et à promouvoir les revendications des salariés.

Plusieurs facteurs sont venus perturber peu à peu ce régime. L'opposition se diversifiait, avec la reconstruction du Parti communiste après les « purges des rouges » infligées par l'occupant américain, la scission de l'aile droite du PSJ qui alla constituer le Parti démocrate-socialiste (PDSJ) appuyé par la centrale syndicale *Dômei*, et l'émergence du *Kômeitô* qui, à l'origine, se présentait comme une formation centriste attachée à défendre les « sans voix », c'est-à-dire ceux qui n'avaient pas de représentation syndicale. À la charnière des années 1960 et 1970, un vaste mouvement citoyen permit l'élection d'exécutifs progressistes dans des préfectures et des grandes villes de la mégalopole du Pacifique, d'entreprendre une autre politique de la ville, de combattre la dramatique pollution qui sévissait alors et d'adopter une série de mesures sociales. La perspective d'une union de la gauche se profilait, qui tourna court. La recomposition cohérente du système productif, la cooptation d'une partie du mouvement social par le PLD, l'affaiblissement puis la domestication du mouvement syndical, les hésitations du Parti socialiste entre les délices du centre et l'union de la gauche, pour repousser en définitive la deuxième option, fermèrent en effet l'alternative et la décennie 1980 se borna pour l'essentiel à l'expansion internationale des grands groupes japonais, à l'entrée de l'Archipel dans un processus de déréglementation et de privatisations, au jeu des factions constitutives du Parti libéral-démocrate.

C'est alors que la mise en œuvre des conditions permettant l'alternance politique fut entreprise, depuis la droite comme depuis l'opposition. C'est ce que recherchait le « centre » et c'est vers quoi inclinait le PSJ, dès lors qu'il refusait l'union de la gauche. Plus la perspective de l'alternance se dessinait et plus ce dernier se délestait de ce qui l'avait singularisé, abandonnant son nom pour celui de Parti social-démocrate. Les grandes centrales l'y poussaient, qui s'unifièrent en 1990 pour former la confédération des syndicats japonais ou *Rengô*. Selon certains observateurs, les initiatives venues de la droite découlaient essentiellement, sinon exclusivement, des ambitions personnelles et des rivalités entre factions, consubstantielles les unes comme les autres au Parti libéral-démocrate. Si l'on suit d'un peu plus près le parcours pour le moins sinueux du principal protagoniste de l'entreprise, à savoir Ozawa Ichirô, on peut cependant dégager une certaine continuité. Pour lui, il devenait difficile de gouverner le Japon en s'appuyant sur des relations clientélistes, parce que l'État était de plus en plus endetté, que le néolibéralisme progressait et qu'une fraction croissante de la population urbaine, ce que l'on appelle l'« électorat flottant », n'était pas intégrée à des structures corporatives. D'autre part, avec la fin de la guerre froide, l'expansion de ses grands groupes

privés et son « internationalisation » (*kokusaika*), l'Archipel devait se faire entendre sur l'arène internationale. Des choix s'imposaient. Il convenait donc de permettre une alternance politique en constituant deux grands partis dignes de ce nom, ou deux coalitions, et en réformant l'État de manière que le politique puisse s'imposer à la haute administration, suivant le modèle westministérien inspiré de l'exemple britannique. L'alternance devenait par ailleurs possible du fait de l'évolution du Parti socialiste et de la fin des idéologies. À terme, on devait voir s'opposer un centre droit et un centre gauche ou, autre formulation, des « conservateurs », au sens étymologique du terme, liés aux secteurs traditionnels de l'économie et de la société japonaises, et des « novateurs », représentatifs des couches et des secteurs nouveaux.

Deux étapes marqueront l'émergence du bipartisme à la mode nipponne. Une série de défections, dont celle d'Ozawa, fait perdre la majorité au PLD en 1993 et deux brefs gouvernements de coalition se succèdent alors au pouvoir. Les divergences internes abrègent cette expérience et le PLD revient aux affaires, tout d'abord au sein du gouvernement à direction socialiste de Murayama Tomiichi (30 juin 1994-11 janvier 1996), puis du gouvernement à participation socialiste de Hashimoto Ryūtarō (11 janvier 1996-30 juillet 1998). C'est pendant cet intermède que le PSJ renonce à ses principes, ce qui le conduira à un déclin irréversible, marqué par le départ de ses plus gros contingents vers ce qui deviendra le Parti démocrate, le croupion tentant de se redéfinir en formation mouvementiste. La deuxième étape se déroule la décennie suivante, avec l'affirmation du PDJ comme le grand parti du centre gauche, se concrétise avec la victoire écrasante de ce dernier aux élections législatives d'août 2009, se prolonge avec la formation subséquente de trois brefs gouvernements et se clôt sur la cinglante sanction de décembre 2012. Pendant cette période de près de vingt ans, une série de mesures fut adoptée afin d'ancrer le bipartisme : réforme de la loi électorale, financement public des partis censé rendre la vie politique moins coûteuse, réduire la « corruption » des élus et renforcer les appareils dirigeants aux dépens des factions, cependant que l'autorité du cabinet vis-à-vis de la haute administration a été rehaussée par le regroupement des ministères, la création de secrétaires d'État dépendant du Premier ministre, dont les services (*kantei*) ont été par ailleurs étoffés.

La politique à l'estomac

Pendant longtemps, la politique intérieure du Japon n'a intéressé que les administrations américaines, attentives à l'évolution de leur ancrage extrême-oriental, et une poignée de politologues étrangers qui trouvaient une riche matière dans les manœuvres

opaques des factions, les incessantes rivalités et la manufacture du consentement, la structuration et la mobilisation des clientèles. Peu de principes et de débats théoriques, tout semblant être consacré à la croissance économique et aux compromis sociaux ou sociétaux, et, comme l'Archipel se tenait discrètement dans le sillage des États-Unis, les dirigeants japonais semblaient être inodores, incolores et insipides pour le monde extérieur, qui ne les remarquait qu'à l'occasion de bourdes (*ayamachi*) plutôt fréquentes. Cela a progressivement changé, non point de façon continue, mais par une série d'impulsions, celles données pendant les longs gouvernements de Nakasone Yasuhiro (27 novembre 1982-6 novembre 1987) et de Koizumi Junichirō (26 avril 2001-26 septembre 2006), que suivirent des phases de ralentissement.

50

Exploitant le désir d'une gouvernance westminstérienne, ce dernier a joué sur sa réputation de franc-tireur ou de politicien excentrique (*henjin*), refusant le jeu des factions, quand bien même il était membre de la plus droitière d'entre elles, rejetant la circonspection qui était la marque de sa fonction, catégorique lors des débats parlementaires et habile utilisateur des médias, devant lesquels il apparaissait deux fois par jour. La chevelure savamment désordonnée, le verbe tranchant à la manière des jeunes officiers d'antan, il détonnait. À bien des égards, on pouvait le comparer aux acteurs de *kabuki* qui, depuis la fin du xvii^e siècle, entrent sur scène et la quittent en empruntant une passerelle appelée « chemin des fleurs » (*hanamichi*), au sept dixièmes de laquelle ils s'adressent au public ou aux autres personnages de la pièce, et prennent la pose sous les applaudissements, raison pour laquelle on a pu parler de « théâtre Koizumi » (*Koizumi gekijō*). Son chef-d'œuvre fut accompli en 2005 lorsque la chambre haute, ou Chambre des conseillers, rejeta sa proposition de privatisation de la poste, suivie en cela par 37 députés conservateurs. Le Premier ministre décida alors de dissoudre la Chambre des représentants, décision dont les constitutionnalistes discutent encore la légitimité, de provoquer des élections anticipées et d'exclure du parti les députés rebelles, leur opposant autant d'« assassins » (*shikyaku*) et de « tueuses ninja » (*kunoichi*), aussi sémillantes que déterminées. À la vérité, la population était très largement satisfaite du fonctionnement de la poste et de la qualité des services qu'elle procurait, la privatisation était le cadet de ses soucis et la campagne ne fut même pas menée sur ce thème, mais sous le mot d'ordre « pour reconstruire le Japon, il faut détruire le vieux PLD ». En vertu de quoi, ce dernier ravit 84 sièges et en obtint au total 296, soit la majorité la plus forte depuis 1960.

Cela va plus loin que la politique spectacle et le *storytelling*, en ce que cette démarche recherche le plébiscite, qui permet de poursuivre une ligne politique derrière la confusion ainsi créée. À savoir, dans le

cas de Koizumi, l'amplification de la déréglementation, en particulier du marché du travail, et de nouvelles remises en cause de l'article 9 à l'occasion de la « guerre contre le terrorisme ». De ce fait également, le PLD n'est plus équilibré par le jeu des factions, d'autant que plusieurs d'entre elles avaient été affaiblies par les défections, et tend à s'identifier à un « leader ». Lorsqu'aucun ne parvient vraiment à s'imposer, comme ce fut le cas avec Abe, Fukuda et Asô, l'instabilité revient. Un certain nombre d'élus locaux ont suivi le modèle Koizumi, tels le gouverneur de Tôkyô, Ishihara Shintarô, emblème de la jeunesse dorée des années cinquante, dont la popularité fut longtemps associée à celle de son jeune frère Yujirô, acteur et chanteur adulé jusqu'à sa mort en 1987, ou l'actuel maire d'Osaka, Hashimoto Tôru, avocat rendu célèbre par sa participation à des émissions de télévision.

Le Parti démocrate n'est pas tombé à ce niveau, mais souffre de plusieurs contradictions. La plus fréquemment citée tient à son caractère composite : coalition où l'on retrouve d'anciens dirigeants libéraux-démocrates, démocrates socialistes et sociaux démocrates, ainsi que de nouveaux venus en politique, il n'échappe ni au factionnalisme ni aux rivalités personnelles, quand bien même la dimension idéologique y est plus grande qu'au sein du PLD ¹. En termes électoraux, le PDJ dispose du soutien politique et financier de la Rengô, qu'il cherche à dépasser en s'appuyant sur la jeunesse et les couches urbaines, dont les associations et mouvements sont nombreux, mais disparates et rarement pérennes. C'est pourquoi son assise est moins profonde et sensiblement moins structurée que celle de l'alliance PLD/Kômeitô. Certes, dans la perspective des législatives de 2009, le PDJ avait adopté un manifeste proposant une série de réformes devant réorienter la dépense publique vers les besoins sociaux de la population, en finir avec le clientélisme systémique et relancer l'économie sur des bases plus saines, cependant que le pays chercherait à rééquilibrer ses relations extérieures en œuvrant à la constitution d'une « communauté de l'Asie orientale ». Las,

¹ Une des données étranges est le nombre élevé de dirigeants démocrates (Noda Yoshihiko, Genba Kôichirô, Fukuyama Tetsurô, Katsumata Kôichi ou encore Maehara Seiji) sortis de l'Institut de gouvernement et de gestion Matsushita, établi par Matsushita Kônosuke, le fondateur du trust Panasonic et réputé « roi du manège ». La formation dure trois ans, est gratuite et sévère, avec entraînements physiques dans les camps des forces d'autodéfense, ce pour former les « élites du XXI^e siècle ». Peut-être est-ce la raison pour laquelle ce groupe se situe à la droite du PDJ et on comprend mal pourquoi le gouvernement français envoie des stagiaires dans cet établissement.

l'épuisement du modèle japonais, la déflation rampante, l'aiguïsement des inégalités, qu'avivaient les effets du « *choc Lehman Brothers* » et du désastre qui a frappé le nord-est de l'île principale en mars 2011, mais aussi les réticences des milieux d'affaires, la résistance de la haute administration, l'obstruction systématique du PLD ont fait jouer les failles internes et tiré la nouvelle majorité, de surcroît peu expérimentée, vers la droite. Plusieurs promesses électorales, par exemple celles de ne pas procéder à l'augmentation de la taxe sur la consommation et d'engager une politique de relance de la natalité grâce à la réduction des frais de scolarité et à l'instauration de véritables allocations familiales, ont été abandonnées et il en a été de même en politique extérieure. Le débat interne a vite tourné à un affrontement entre les partisans d'Ozawa Ichirō et ses adversaires, soit grossièrement entre la gauche « populiste » et la droite, à la victoire de cette dernière et à l'éclatement du parti à la veille des élections de décembre dernier.

Cacophonie

52

Cette scission est venue en rajouter à la cacophonie qui avait gagné le monde politique, du fait des exclusions ou scissions qui ont affecté le PLD et de l'émergence de formations sur mesure aux programmes démagogiques. Au titre des premières, on citera l'éviction des « rebelles » à la privatisation de la poste, dont certains furent ensuite réintégrés, d'autres formant le Nouveau parti du peuple (*Kokumin Shintō*), ainsi que l'apparition du Nouveau parti de la réforme (*Shintō Kaikaku*) et du Parti de tous (*Minna-no tō*). Ainsi, le premier des trois a été animé par Kamei Shizuka, un conservateur de la vieille école, attaché à la défense des PME et des petites gens, radicalement hostile à la privatisation de la poste, raisons pour lesquelles on peut parler de populisme, alors que le troisième a été formé en 2009 par Watanabe Yoshimi, héritier de l'une des factions du PLD, qui se distingue par son adhésion au libre-échange et à la déréglementation.

Un autre phénomène est apparu ces derniers temps autour de certains maires et gouverneurs. Au Japon, ceux-ci sont élus selon un scrutin uninominal à un tour, indépendamment des conseils municipaux ou généraux, et peuvent être de véritables personnalités politiques, bien que le cumul des mandats soit interdit, ou peut-être grâce à cela. On évoquera seulement le Nouveau parti du Japon (*Shintō Nippon*) de l'ancien gouverneur de Nagano, Tanaka Yasuo, le Nouveau parti de la grande terre (*Shintō Daichi*) implanté exclusivement en Hokkaidō, le mouvement « *Aichi is top* » formé par Ōmura Hideaki, le gouverneur de cette préfecture où se trouve Nagoya. Le maire de cette

ville de plus de deux millions d'habitants, Kawamura Takashi, n'a pas voulu être en reste, et a lancé en avril 2010 le *Genzei Nippon*, ou « Japon pour moins d'impôts ». Il s'est allié depuis à Kamei Shizuka, mais, de façon révélatrice du niveau de la vie politique dans l'Archipel, a provoqué un esclandre en niant publiquement la réalité du massacre de Nankin, cité jumelée à la sienne.

Cela pourrait être digne du *Clochemerle* de Gabriel Chevalier, si la question de l'endettement des collectivités locales et d'une véritable décentralisation ne se posait pas, et si, surtout, une entreprise caractérisée de la droite extrême ne se profilait pas derrière deux de ces manœuvres. À l'instar de nombreux élus locaux, qui peuvent ainsi ratisser plus large, et bien qu'il eût été parlementaire libéral démocrate de 1965 à 1995 et plusieurs fois ministre, Ishihara Shintarô est devenu gouverneur de Tôkyô en 1999, fonction à laquelle il a été réélu en 2003 et 2007, à chaque reprise en tant qu'indépendant. Sa popularité tient pour une part à cette indépendance revendiquée et à son prestige indu d'écrivain, mais surtout au mode provocateur qu'il affectionne, ciblant l'immigration criminogène, la Chine et la Corée du Nord, comme les femmes insoumises et les dames ménopausées qui ne servent plus à rien. Nationaliste à la façon de Mishima Yukio, dont il fut l'ami, il se lamente sur la dégénérescence du peuple japonais, oublieux de ses prétendues traditions et trop enclin au consumérisme, bavochure sanctionnée par la catastrophe du Tôhoku, lâcheté dont le pays ne pourra se relever que par la révision de la Constitution et le renforcement de ses capacités militaires. C'est Ishihara qui, en proposant que la préfecture de Tôkyô achète trois des îlots du groupe appelé Senkaku, a poussé le gouvernement de Noda Yoshihiko à les nationaliser, mettant ainsi le feu aux poudres avec la République populaire de Chine et Taiwan.

Hashimoto Tôru est nettement plus jeune et d'extrême sensiblement plus modeste. « *Talento* », c'est-à-dire vedette d'émissions télévisées, il a été élu gouverneur d'Ôsaka en 2008 et s'est rapidement constitué un fief en promettant de mettre de l'ordre dans les finances de la préfecture, en taillant dans les dépenses sociales, en mettant au pas les fonctionnaires territoriaux et en contraignant les enseignants à faire assaut de « patriotisme », posture attirante pour une partie des couches moyennes. Son aura tient davantage encore à un discours décentralisateur et à l'exploitation du particularisme culturel de sa mégapole, qui souffre de son déclin relatif vis-à-vis de Tôkyô. Il abandonne son fauteuil le 22 octobre 2011, pour y faire élire son bras droit, en même temps qu'il remporte la mairie d'Ôsaka sous la bannière de son Association pour la refondation d'Ôsaka (*Ôsaka ishin-no kai*). Ses ambitions étant nationales, créer une « troisième force » entre le PLD et le PDJ, il

renommara sa créature politique « Association pour la refondation du Japon », à l'avant-veille des élections législatives ².

La dissolution de la Chambre des représentants et le lancement d'une campagne anticipée, encore plus brève qu'à l'accoutumée, a provoqué un tourbillon dans lequel l'électorat s'est perdu. Neuf parlementaires démocrates avaient déjà fait scission le 4 janvier 2012 pour former le Nouveau parti Kizuna (*Shintō Kizuna*), terme qui peut se traduire par empathie. La plupart d'entre eux, ainsi que Kamei Shizuka, rejoindront le Parti de la priorité aux conditions de vie de la population (*Kokumin-no seikatsu ga daiichi*), né à la suite du départ d'Ozawa, en compagnie de 48 autres parlementaires. Le 28 novembre, la gouverneure de Shiga, Kada Yukiko, lance le *Mirai-no tō* ou Parti du futur, autour d'un programme écologiste et antinucléaire, de protection sociale et de défense des droits de la femme. La formation d'Ozawa et le Genzei Nippon s'y rallient, ainsi que l'une des sortantes socialistes. Les résultats seront médiocres : neuf députés élus, mais une seule, la sociale démocrate Abe Tomoko, continuera à se réclamer de cette étiquette, Ozawa et six autres reconstituant le Kokumin-no seikatsu ga daiichi, cependant que Kamei Shizuka rejoindra une petite formation écologiste représentée à la Chambre des conseillers.

54

La perte du pouvoir par le PLD, où il continue à avoir ses entrées puisque deux de ses fils sont parlementaires sous cette étiquette, et l'impéritie du PDJ offraient par ailleurs à Ishihara Shintarō l'occasion de faire son retour sur l'arène nationale. Il abandonne son poste de gouverneur pour s'affilier au *Tachiagare Nippon* ou « Debout le Japon ! », formé le 10 avril 2012 par une poignée de parlementaires libéraux-démocrates ayant en commun le conservatisme social et le chauvinisme. Ce mini-parti se fond ensuite dans l'association de Hashimoto Tōru et c'est sous cette bannière de « troisième force » que la campagne électorale sera menée. Avec un certain succès, puisque 54 sièges seront conquis, soit presque autant que le PDJ, mais moins qu'espéré, les gains correspondant aux zones d'influence des deux ténors ³. À ce stade, on ne saurait parler d'une implantation nationale ni d'un programme défini et encore moins de « troisième force ». Au-delà des ambitions personnelles et des

² Le terme *ishin* a une grande résonance au Japon puisque ce vocable désigne les bouleversements (*Meiji ishin*) qui ont suivi l'accession au trône de l'empereur Meiji en 1868 et ont engagé le pays dans la « modernité ».

³ Ce régionalisme est confirmé par les bons résultats du Minna-no tō, qui progresse de 8 à 18 sièges, pour l'essentiel dans les préfectures bordant au nord la mégapole de Tōkyō, là où la dynastie des Watanabe est bien implantée.

pulsions d'autonomisme local, rien ne distingue cet agglomérat du PLD, avec lequel il rivalise par ses incantations chauvines. Il n'en reste pas moins que le surgissement de ces objets politiques non identifiés explique le gonflement extrême des « votes perdus » et reflète une perte inquiétante de repères politiques de la part d'une fraction notable de la population.

Un gouvernement de négationnistes

Abe Shinzō est tout sauf un inconnu. Il a déjà été Premier ministre et n'avait pas laissé un souvenir impérissable de son passage aux affaires, à l'exact instar de son vice-premier ministre chargé des Finances, Asō Tarō. Homme sans talent particulier, si ce n'est qu'il est le gendre idéal des dames de la bonne société, il pousse la piété filiale jusqu'aux extrêmes. Fils d'un ancien ministre du PLD, Abe Shintarō, qui se préparait à être Premier ministre quand la mort l'emporta, il en a hérité le siège patrimonial dans la préfecture de Yamaguchi, et voue une admiration sans borne à son grand-père maternel, Kishi Nobusuke. Très haut fonctionnaire du Mandchoukouo, l'État fantoche taillé en 1931 dans le nord-est de la Chine, chef de file de la faction des « bureaucrates de contrôle » qui furent eux aussi des acteurs essentiels de la fascisation par en haut de l'ordre impérial, Kishi sera le ministre de l'Économie de son compère Tōjō Hideki pendant la « guerre du Pacifique ». Classé criminel de « classe A » au lendemain de la défaite vaudra trois années de prison dont il sortira pour se lancer dans l'arène politique, où il sera l'un des fondateurs du PLD et le dirigeant de sa faction la plus à droite, avant de devenir Premier ministre de juin 1957 à juillet 1960. Ceux qui ont de la mémoire se souviennent peut-être encore des puissantes mobilisations que le renouvellement du pacte militaire avec les États-Unis et la tentative de réforme de la constitution avaient alors soulevées.

Le projet de cet aïeul vénéré doit être accompli, ce qui signifie trois choses, abandonner la vision « masochiste » de l'histoire, réformer la Constitution et en particulier son article 9 qui ont émasculé le pays, renouer avec la « tradition » qui a modelé la beauté indéfinissable de cet archipel créé par les dieux. Le premier point implique de reformuler deux déclarations officielles, à savoir celle faite le 4 août 1993 par Kōnō Yōhei, chef du secrétariat, c'est-à-dire numéro deux du cabinet présidé alors par Miyazawa Kiichi, et celle du Premier ministre socialiste, Maruyama Tomiichi, le 15 août 1995, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fin de la guerre. Par la déclaration Kōnō, l'État reconnaissait que des preuves suffisantes avaient été données pour reconnaître que les autorités militaires japonaises avaient contraint à la prostitution des jeunes femmes

afin qu'elles « apportent du réconfort » aux soldats de l'empereur. En majorité coréennes et chinoises, mais tous les pays occupés par le Japon et des prisonnières occidentales eurent à en souffrir, on évalue leur nombre à au moins 200 000. Au cours de ces deux dernières décennies, des survivantes ont pu surmonter leur honte et décrire leur calvaire, mais une campagne a été pourtant entretenue, notamment par les quotidiens *Yomiuri* et *Sankei*, pour nier que les « femmes de réconfort » (*ianfu*) aient été contraintes et pour affirmer qu'elles étaient volontaires ou que les organisateurs de ces lieux d'abattage étaient des entrepreneurs privés. Selon Abe, Ishihara ou Hashimoto Tôru, on ne peut par exemple parler de contrainte que lorsque des domiciles sont forcés pour en enlever les habitantes, raison pour laquelle la déclaration Kônô doit être reformulée. Par ailleurs, dans sa brève déclaration, le Premier ministre Maruyama reconnaissait « les torts et les souffrances considérables » infligés aux peuples d'Asie durant la colonisation et au cours des guerres d'agression, exprimait ses « profonds remords devant ces faits historiques irréfutables » et présentait ses « excuses du fond du cœur »⁴. Pour les révisionnistes, celles-ci n'ont pas lieu d'être puisque, selon eux, la « guerre de quinze ans » (*jûgonen sensô*) de 1931-1945 avait cherché à libérer les peuples d'Asie du joug occidental et que l'Archipel y avait été contraint par l'encerclement occidental⁵.

Cela renvoie à la loi fondamentale sur l'éducation, l'un des fondements du Japon démocratique d'après-guerre, au sens où elle donne pour mission à l'École de former des citoyens capables de se déterminer librement, et non plus des sujets, comme l'exigeait

⁴ Ce fut là le seul acte positif du gouvernement de grande coalition, qui a également créé en 1994 une « fondation pour la paix et l'amitié au bénéfice des femmes », afin d'indemniser les femmes de réconfort encore en vie. La RPC et la RPDC refusèrent d'avoir des relations avec elle. Jusqu'à sa dissolution le 21 mars 2007, la fondation avait collecté l'équivalent de 4,7 millions de dollars au sein de la population japonaise, somme qui servit à verser 16 700 dollars à 285 Taiwanaises et Philippines, et avait dépensé 6,5 millions de dollars de fonds publics pour fournir des soins médicaux à ces personnes, ainsi qu'à 79 Néerlandaises, et 3,1 millions de dollars pour des établissements de soins et d'accueil d'Indonésiennes âgées.

⁵ Abe Shinzô reprend cette antienne sous une forme indirecte, en ne perdant aucune occasion pour tresser des louanges à Radhabinod Pal, qui avait émis une opinion dissidente lors du jugement du tribunal international de Tôkyô en 1946. Fréquente, cette thèse déforme sciemment l'opinion de ce magistrat indien. Cf. Takeshi Nakajima : « L'opinion dissidente de Pal et le révisionnisme historique dans le Japon d'après-guerre » in revue *Droit et Cultures* 58/2, p. 29-42.

le *kokutai*, l'idéologie officielle imposée à la suite de la refondation de Meiji. Particulièrement important à ce titre est le contenu des manuels, en premier lieu d'histoire et de sciences sociales. En ce domaine également, campagne est menée pour en finir avec l'autodénigrement et proposer une « vision correcte » de l'histoire nationale. Déjà, cette loi fondamentale a été amendée de manière que le « patriotisme », si ce terme a en l'occurrence un sens, soit enseigné. Le nouveau gouvernement Abe entend pousser ici les feux, comme l'indique le choix du nouveau ministre de l'Éducation, Shimomura Hakubun, pour qui les verdicts du tribunal de Tôkyô doivent tout simplement être révisés.

À la réécriture de la loi fondamentale sur l'éducation est liée celle de la Constitution, imposée, affirme-t-on, par l'occupant américain, ce qui n'est que partiellement exact, et en particulier de son article 9, qui empêche le Japon d'être un État « normal ». L'interprétation qui en a été donnée, au nom du droit à l'autodéfense que reconnaît la Charte de l'ONU, a déjà permis d'édifier un instrument militaire particulièrement moderne. Il convient d'aller plus loin, dans le sens du droit à la défense collective, c'est-à-dire du droit de combattre aux côtés de ses alliés, et pas uniquement pour la défense de l'Archipel. La droite du PLD agite ce projet depuis le gouvernement Kishi, mais s'est continûment heurtée à une double difficulté, constitutionnelle d'abord puisque l'article 96 dispose que tout amendement doit être préalablement adopté par une majorité des deux tiers dans chacune des deux chambres de la Diète, puis ratifié par référendum à la majorité absolue des votants, consultation qui n'a jamais eu lieu parce que la première condition n'a pu être réunie jusqu'à présent. Politique ensuite, au sens où les sondages et enquêtes d'opinion indiquent que la population japonaise demeure majoritairement attachée à l'article 9. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement Abe en fait un objectif prioritaire, comme il l'a rappelé à diverses reprises depuis sa formation. Déjà, en mai 2007, lors de son premier passage aux affaires, l'actuel Premier ministre avait fait adopter une loi sur le référendum pouvant s'appliquer à partir de 2010. Le délai a été dépassé et l'alliance dispose aujourd'hui d'une majorité des deux tiers à la Chambre des représentants. Ce n'est pas le cas à la Chambre des conseillers, mais pourrait l'être à la suite du renouvellement de la moitié de ses membres en juillet 2013.

Le troisième objectif consiste à rétablir l'« essence nationale » (*kokutai*), telle qu'elle fut inculquée à partir des années 1880, puis imposée par le « fascisme impérial », et se cristallise notamment dans l'affaire du sanctuaire Yasukuni de Tôkyô. Sans aller au fond des choses, on soulignera qu'il ne s'agit pas d'un cimetière militaire mais d'un sanctuaire shintoïque consacré aux âmes des personnes (et animaux) morts au service de l'empereur, âmes censées s'y retrouver

pour poursuivre leur vie divine, quelles que soient les conditions de leur décès, pendant un assaut ou pour crimes de guerre ⁶. Il a été construit en 1869 afin de célébrer la victoire des forces réunies autour du nouvel empereur Mutsuhito et de sceller la refondation de Meiji. À ce titre, il constituait le point culminant du culte impérial et du Shintô, formant ainsi l'axe du *kokutai*. Par la conjonction de ces deux facteurs, tous les conflits dont le Japon a été responsable depuis la construction du sanctuaire se trouvent justifiés, magnifiés et exaltés, sans que le lieu incite à la moindre réflexion sur la guerre ou à quelque réflexion que ce soit sur les motifs de ces violences et les formes que celles-ci ont revêtues. Tout au contraire, puisqu'un musée, le *Yûshûkan*, présente, dans l'enceinte du sanctuaire, une version radicalement négationniste de cette histoire. Depuis l'abolition du Shintô – la déformation « par en haut » du shintoïsme, ensemble de cultes agraires et polythéistes qui ont imbibé l'archipel, pour faire de l'empereur le descendant des divinités fondatrices et de sa personne un dieu vivant – en décembre 1945, le sanctuaire est géré par une association privée et s'y rendre à titre officiel, comme le font nombre de parlementaires japonais, contrevient à la séparation de l'État et de la religion (*Seikyô bunri*) que disposent les articles 20 et 89 de la Constitution. Or, il existe une « ligue des parlementaires pour prier ensemble au sanctuaire Yasukuni » (*Minna de Yasukuni-jinja ni sanpai suru kokka-giin-no kai*) dont l'actuel Premier ministre était un dirigeant.

Japan is back

À la vérité, le gouvernement qu'Abe Shinzô vient de constituer n'est pas formé de conservateurs, il est réactionnaire au point d'inquiéter *The Economist* qui relève que 14 des ministres font partie de cette ligue, que 9 sont membres de l'association pour une vision « correcte » de l'histoire et que 13 soutiennent la *Nihon Kaigi*, ou conférence japonaise, la plus puissante des organisations nationalistes dont elle synthétise tous les thèmes, révision constitutionnelle comprise⁷. Sur la plupart de ces points, l'équipe au pouvoir peut compter sur l'accord du groupement Ishihara-

⁶ Tetsuya Takahashi, *Morts pour l'empereur, la question du Yasukuni*, Les Belles Lettres, 172 p., Paris, 2012, avec une préface de Stéphane Audouin-Rouzeau, ouvrage en tous points remarquable et admirablement traduit par Arnaud Nanta. On notera que les civils, très nombreux pourtant, qui périrent pendant les bombardements américains au phosphore, ne sont pas honorés par les pouvoirs publics.

⁷ *The Economist*, « Japan new cabinet, Back to the future », 5 janvier 2013, p. 36-37.

Hashimoto et d'une partie des élus du PDJ, quand bien même le Kōmeitō reste réticent à modifier l'article 9 et, pour des raisons évidentes, hostile à tout retour du Shintō. Elle entend préparer les esprits en menant une double offensive. En premier lieu, obtenir coûte que coûte une reprise notable de la croissance, quand bien même elle serait de courte durée, par le « jet de trois flèches » : un nouveau programme de dépenses publiques équivalant à 112 milliards de dollars, bien que le déficit cumulé représente 230 % du PIB, le retour à la politique monétaire dite d'assouplissement quantitatif (*quantitative easing*) qui avait été suivie entre 2001 et 2006, en adoptant un objectif d'inflation de 2 %, et une nouvelle série de « réformes structurelles » devant briser ce qui reste de « rigidités » dans l'économie politique du pays. Cela correspond aux vœux du grand patronat, mais il est peu probable que la masse des salariés s'y retrouve, alors que les revenus du plus grand nombre stagnent ou déclinent, que la précarité frappe un tiers de la population active et que les inégalités, contenues jusqu'aux années 1980, ne cessent de croître. Deux engagements pris par le gouvernement Noda, avec l'appui déterminé de la *Keidanren*, la confédération patronale, risquent fort d'aviver les mécontentements, à savoir l'augmentation de la taxe sur la consommation, qui passerait de 5 à 8, puis 10 %, l'engagement du Japon dans les négociations du partenariat trans-Pacifique (*Trans Pacific Partnership* ou TPP) qui vise à former une zone de libre-échange intégral entre économies d'Asie orientale et de la côte Pacifique des Amériques. L'agriculture nippone, une partie des PME et les interdictions visant les OGM en paieraient le prix.

La seconde offensive a été proclamée sans ambages par le Premier ministre lors de son récent voyage d'adoubement aux États-Unis : « le Japon est de retour et ne sera jamais une nation de deuxième plan ». Cela se traduira par l'accroissement du budget militaire, la rédaction de nouvelles « lignes directrices » du traité de sécurité nippo-américain, l'activation du plan de réorganisation des bases américaines à Okinawa, aux frais du contribuable japonais, la poursuite de l'édification d'une défense antimissiles, le redéploiement du dispositif militaire vers les archipels du sud-ouest (*Nansei shotō*), qui s'étendent de la pointe méridionale du Kyūshū jusqu'aux Senkaku, et, bien entendu, une intransigeance totale à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée, qui est le fond de commerce personnel d'Abe Shinzō. Ainsi, le Japon pourra tenir son rang et être, aux côtés des États-Unis, de l'Australie et de l'Inde, un membre actif du « losange démocratique » garant de la liberté des mers et des capitaux dans cette vaste région du monde. Toutes choses qui ne peuvent que satisfaire la Maison-Blanche, tant il est vrai que, depuis des lustres, elle demande à l'Archipel de renoncer à l'article 9 et de se transformer en lieutenant fidèle du Pentagone, de ses plans et de ses aventures ou, pour reprendre le vocable des

rapports successifs signés par Joseph Nye Jr et Richard Armitage, en « Grande-Bretagne de l'Orient ».

Cela correspond si clairement à la grande stratégie du « pivotement vers l'Asie-Pacifique » de l'administration Obama qu'il est inutile de développer davantage. Le Japon est la clef de voûte du bordage de la Chine, raison pour laquelle Washington a apporté son soutien à Tôkyô dans le différend qui l'oppose à Pékin à propos de l'archipel Diaoyu/Senkaku, bien qu'une partie des analystes américains doutent du bien-fondé de la thèse japonaise⁸. Il serait toutefois périlleux pour les États-Unis de laisser la bride sur le cou à un client quelque peu provocateur et d'être ainsi entraînés à oublier la nature dialectique de leur relation avec la Chine. D'autant plus qu'un différend de même nature oppose Tôkyô à Séoul à propos de l'archipel, plus petit encore, appelé Dokdo ou Takeshima, mais avec inversion des données, puisque celui-ci est sous administration sud-coréenne et les Diaoyu/Senkaku sous administration japonaise. Or, l'administration Obama a considérablement rehaussé le niveau de son alliance avec la Corée du Sud et entend l'intégrer à celle qui la lie au Japon. Le contentieux vient perturber cette démarche. Plus généralement, si le négationnisme nippon s'accompagne d'un alignement sur les États-Unis, une contradiction existe entre les ambitions stratégiques de ces derniers et l'idéologie du gouvernement Abe. Il est en effet impossible aux Chinois et aux Coréens, quelles que soient leurs opinions par ailleurs, de remettre en cause un passé qui n'est pas passé, d'oublier le sort des « femmes de réconfort », les exactions imposées et les humiliations subies. Une partie de l'opinion publique américaine reste sensible à ces questions et l'on voit mal comment Tôkyô peut espérer obtenir un jour le siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU qu'il revendique, tout en bafouant les attendus sur lesquels les principes de la Charte ont été énoncés.

60

On s'en rend compte, le scrutin qui s'est récemment déroulé au Japon, les résultats qu'il a donnés, le gouvernement qui en est issu augurent mal de l'avenir. Alors qu'il pourrait jouer un rôle international à la mesure de ses talents et de ses vertus, l'Archipel fait fausse route.

⁸ On se contentera ici de renvoyer à la thèse en droit soutenue par Martin Lohmeyer sous le titre : « The Diaoyu/Senkaku Islands Dispute, Questions of Sovereignty and Suggestions for Resolving the Dispute » (Université de Canterbury, 2008, 247 p.). De façon plus précise, la Maison-Blanche a indiqué que l'archipel habité uniquement par des chèvres sauvages était couvert par le traité de sécurité nippo-américain, mais qu'elle ne se prononçait pas sur le fond du contentieux.